M.E.S., Numéro 143, Septembre – Octobre 2025
https://www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N°ISSN (en ligne) : 2790-3109
N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux

Kinshasa, septembre - octobre 2025

PROGRAMMES DU FMI ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN RD CONGO :
rôle de la qualité institutionnelle

par

Clément MUYA NTUMBA
Evariste MABI MULUMBA

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion,
Université de Kinshasa

Résumé

Cette étude analyse l'impact des programmes du Fonds Monétaire International (FMI) sur la croissance économique de la République Démocratique du Congo (RDC) entre 1980 et 2023, en tenant compte de la qualité institutionnelle. En mobilisant un modèle ARDL et la méthode avant-après programme, l'analyse distingue les effets de court et de long terme. Les résultats montrent que les programmes du FMI ont des effets négatifs à court terme, liés aux politiques de stabilisation, mais deviennent positifs à moyen et long terme lorsque les institutions sont solides, transparentes et efficaces. La qualité institutionnelle apparaît ainsi comme un levier essentiel, capable d'amplifier l'efficacité des réformes économiques. L'étude souligne enfin l'importance du renforcement de la gouvernance et des capacités institutionnelles pour assurer la durabilité des politiques d'ajustement.

Mots - clés : *programmes d'ajustement, croissance économique, institutions, FMI, RD Congo, ARDL.*

Abstract

This study examines the impact of International Monetary Fund (IMF) programs on economic growth in the Democratic Republic of Congo (DRC) from 1980 to 2023, considering institutional quality. Using an ARDL model and a before-after program approach, the analysis distinguishes short- and long-term effects. The findings show that IMF programs have short-term negative impacts due to stabilization policies but generate positive effects in the medium and long term when institutions are strong, transparent, and efficient. Institutional quality thus acts as a key lever, amplifying the effectiveness of economic reforms. The study highlights the need to strengthen governance and institutional capacity to ensure the sustainability of adjustment policies.

Keywords : *adjustment programs, economic growth, institutions, IMF, DR Congo, ARDL.*

INTRODUCTION

Depuis plus de quatre décennies, la République Démocratique du Congo (RDC) entretient une relation complexe et discontinue avec le Fonds Monétaire International (FMI), caractérisée par la mise en œuvre successive de programmes d'ajustement structurel. Ces interventions, censées restaurer les équilibres macroéconomiques et rétablir la stabilité des finances publiques, ont été massivement déployées en Afrique subsaharienne, souvent dans des environnements institutionnels fragiles et politiquement instables (Devarajan et de Melo, 1987).

En théorie, les programmes du FMI visent à redynamiser les économies nationales via des réformes structurelles, une rigueur budgétaire accrue, et la libéralisation des marchés. Toutefois, en pratique, les résultats observés en RDC demeurent contrastés. Malgré une abondance de ressources naturelles, une population jeune et des soutiens financiers extérieurs répétés, la RDC continue de connaître une croissance irrégulière, un sous-développement chronique et une gouvernance défaillante. Les défis de la reconstruction au Congo-Zaïre (2001), Ce paradoxe illustre l'écart persistant entre les objectifs des politiques d'ajustement et leurs effets concrets.

Cette situation soulève une interrogation fondamentale : les effets des programmes du FMI dépendent-ils uniquement de leur architecture économique, ou bien sont-ils conditionnés par le contexte institutionnel dans lequel ils sont mis en œuvre ? Autrement dit, la réussite des réformes économiques est-elle liée à la qualité de l'État, de ses administrations et de ses mécanismes de régulation ?

Des recherches pionnières ont montré que l'efficacité des politiques économiques ne repose pas uniquement sur les modèles technocratiques, mais également sur des dimensions institutionnelles essentielles : la transparence, la redevabilité, la capacité de gestion et la légitimité de l'autorité publique (Burnside et Dollar, 2000).

Les premières évaluations des programmes d'ajustement en Afrique, notamment celles de Devarajan et de Melo (1987), puis de Killick (1995), ont démontré que les politiques appliquées sans tenir compte des spécificités institutionnelles locales aggravaient souvent la vulnérabilité économique et sociale. D'autres auteurs, tels que Stiglitz (2002) et Mkandawire (2001), ont critiqué le caractère standardisé des approches du FMI, qui tendent à ignorer les capacités administratives et les contextes de gouvernance des pays bénéficiaires.

Ces critiques ont ouvert la voie à une relecture institutionnaliste des politiques économiques, qui considère que le succès des réformes dépend de la qualité du cadre institutionnel. North (1990) fut l'un des premiers à montrer que les institutions, comprises comme les « règles du jeu » structurant les interactions économiques et politiques, constituent un déterminant majeur de la performance à long terme. Cette approche a été prolongée par Acemoglu et Robinson (2012) , qui distinguent entre institutions « inclusives », favorisant la croissance, et institutions « extractives », générant stagnation et inégalités.

Les études empiriques récentes confirment cette évolution théorique Kabamba et Mabi (2020), à partir d'un panel de pays de la SADC, montrent que le développement financier et la croissance ne deviennent positivement corrélés qu'au-delà d'un seuil minimal de qualité institutionnelle. Hausmann et Hidalgo (2021) affirment, dans la même veine, que la réussite des réformes dépend de la capacité des institutions à coordonner, surveiller et stabiliser les politiques économiques.

Dans le cas de la RDC, où l'État demeure historiquement affaibli, marqué par des crises politiques récurrentes et une forte dépendance à l'aide extérieure, l'analyse de l'interaction entre les programmes du FMI et la qualité institutionnelle est particulièrement pertinente. C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente étude, qui examine empiriquement l'impact de la coopération entre la RDC et le FMI sur la croissance économique entre 1980 et 2023, en intégrant le rôle modérateur de la qualité institutionnelle.

Cette recherche se distingue par l'intégration explicite des variables institutionnelles dans un modèle économétrique ARDL (Autoregressive Distributed Lag), permettant de saisir les effets à court et à long terme. L'article est structuré comme suit : la section 2 présente la méthodologie, les données et la spécification du modèle ; la section 3 expose les résultats empiriques et leur interprétation ; la section 4 discute ces résultats à la lumière de la littérature existante ; enfin, la section 5 conclut en mettant en évidence les implications économiques et institutionnelles pour la RDC.

I. MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE

L'objectif de cette étude est d'analyser empiriquement l'impact des programmes du FMI sur la croissance économique de la République Démocratique du Congo (RDC), tout en tenant compte de la qualité institutionnelle comme facteur modérateur. Pour atteindre cet objectif, nous avons mobilisé une double approche : d'une part, le modèle économétrique ARDL (Autoregressive Distributed Lag), et d'autre part, la méthode avant-après programme, afin d'apprécier l'évolution des principales variables économiques et institutionnelles sur la période étudiée.

1.1. Justification du modèle

Le modèle ARDL a été privilégié pour plusieurs raisons. Premièrement, il permet d'estimer simultanément les effets de court et de long terme entre les variables économiques, même lorsque celles-ci présentent des ordres d'intégration différents (I(0) et I(1)) (Nkoro et Uko, 2016). Deuxièmement, contrairement aux modèles de co-intégration classiques tels que celui de Johansen, l'approche ARDL convient mieux aux petits échantillons, caractéristique fréquente dans les séries économiques africaines (Ghatak et Siddiki, 2001). Troisièmement, la méthode du test de co-intégration aux bornes (*Bounds Testing*) développée par Pesaran et al. (2001) permet d'évaluer l'existence d'une relation de long terme sans imposer de conditions strictes de stationnarité.

L'usage de ce modèle s'inscrit également dans une tendance méthodologique observée dans la recherche francophone sur les économies africaines. Des auteurs comme Hurlin et Mignon ont mis en avant les avantages de l'ARDL pour modéliser les effets différenciés de court et de long terme dans les contextes économiques en développement (Hurlin et Mignon, 2007).

En complément du modèle ARDL, nous avons également recouru à la méthode avant-après programme. Cette approche consiste à comparer le comportement des principales variables macroéconomiques et institutionnelles avant et après l'intervention du FMI. Elle permet ainsi d'identifier l'évolution structurelle des indicateurs économiques (PIBH, FBCF, MM, DEXT) et institutionnels (QPI, QEI). Cette comparaison vise à mesurer la capacité réelle des programmes du FMI à modifier la trajectoire de la croissance et la qualité institutionnelle de la RDC.

1.2. Période d'étude et sources des données

L'étude couvre la période 1980–2023, soit 44 années marquées par des cycles alternés de croissance, de crise et de réformes économiques. Les données proviennent de sources reconnues pour leur fiabilité : la Banque mondiale (2023), le Fonds Monétaire International (2023), la Banque Centrale du Congo et l'Institut National de la Statistique (2023).

Ce choix de période permet de capturer plusieurs phases historiques : les années d'ajustement structurel (1980–1999), la période de reconstruction post-conflit (2000–2010), et les réformes contemporaines de stabilisation économique (2011–2023).

1.3. Variables et modélisation

Les variables ont été regroupées en quatre catégories :

- **Variable dépendante :** le *PIB par habitant* (PIBH), indicateur de la performance économique, exprimé en logarithme.
- **Variables économiques (ECO) :** la *Formation brute de capital fixe (FBCF)*, la *Masse monétaire (MM)* et la *Dette extérieure (DEXT)*.
- **Variables liées aux programmes du FMI :** les *Avances publiques (AVPUB)*, les *Avoirs extérieurs nets (AEN)* et le *Solde budgétaire (SBUD)*.
- **Variables institutionnelles :** deux indices composites ont été construits : la *Qualité Politique Institutionnelle (QPI)*, regroupant la gouvernance, la transparence et la régulation, et la *Qualité Economique Institutionnelle (QEI)* mesurant la liberté économique, la liberté financière et l'efficacité réglementaire(Heritage Foundation, 2023).

Pour évaluer l'impact de la qualité institutionnelle sur la relation programmes du FMI et croissance économique en RDC, nous avons spécifié un modèle combinant variables économiques, indicateurs de programmes et variables institutionnelles, avec inclusion d'interactions croisées (FMI×QPI, FMI×QEI), inspiré des travaux de Kabamba et Mabi (2020). Le modèle s'écrit comme suit :

$$LPIBH_t = C_t + \alpha_0 LECO + \alpha_1 LFMI_t + \alpha_2 DQPI*FMI_t + \alpha_3 LQEI*FMI_t + \epsilon_t$$

1.4. Analyse

L'analyse économétrique s'est déroulée en plusieurs étapes successives :

- **Tests de stationnarité :** Les tests d'Augmented Dickey-Fuller (ADF) et de Phillips-Perron (PP) ont été utilisés pour vérifier la présence de racines unitaires. Dickey et Fuller (1979) Le test KPSS a été mobilisé pour confirmer la robustesse des résultats. Kwiatkowski Phillips , Schmidt et Shin (1992)
- **Sélection du décalage optimal :** Les critères d'information d'Akaike (AIC), de Schwarz (SC) et de Hannan-Quinn (HQ) ont servi à déterminer le nombre optimal de retards à inclure dans le modèle.
- **Test de co-intégration aux bornes :** L'approche de Pesaran et al. permet d'évaluer la présence d'une relation de long terme entre les séries.
- **Tests de robustesse :** Plusieurs tests complémentaires ont été effectués : autocorrélation (LM), hétéroscédasticité (Breusch-Pagan-Godfrey), normalité des résidus (Jarque-Bera), spécification du modèle (Ramsey RESET) et stabilité structurelle (tests *CUSUM* et *CUSUM of Squares*).

Cette méthodologie, déjà appliquée dans des études africaines récentes Kabamba et Mabi, (2020) ; Hounkpodoté (2018), permet de capturer les dynamiques différenciées entre les variables macroéconomiques et institutionnelles.

II. RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

2.1. Statistiques descriptives

La lecture du tableau ci-dessous montre que la moyenne la plus élevée est celle du PIBH (710.8764), traduisant une croissance modérée avant l'intervention du FMI. Le FMI présente une moyenne positive (0.097023), indiquant une certaine régularité dans les appuis extérieurs. En revanche, les variables ECO, QEIF et QPIF ont des moyennes négatives (-0.009545, -0.013619 et -0.313636), ce qui reflète la faiblesse structurelle du cadre économique et institutionnel avant programme.

Les résultats du test de normalité de Jarque-Bera révèlent que le PIBH, ECO et QPIF sont normalement distribués ($p > 0,05$), tandis que les variables FMI et QEIF ne le sont pas ($p < 0,05$). Ces résultats suggèrent une asymétrie dans les comportements institutionnels et financiers avant la mise en œuvre des programmes du FMI.

Tableau I. Statistiques descriptives des variables

Période avant programme					
Mesures	**PIBH**	**ECO**	**FMI**	**QEIF**	**QPIF**

Moyenne	710.8764	-0.009545	0.097023	-0.013619	-0.313636
Maximum	1010.708	0.616250	1.492614	0.188993	0.347500
Minimum	320.7388	-0.646250	-1.405370	-0.447782	-0.787500
Prob. J-B	0.061197	0.213711	0.012834	0.000000	0.357150
Période après-programme					
Moyenne	495.2077	0.010000	-0.097023	0.315000	-0.078929
Maximum	1374.188	2.966250	0.139086	0.793750	0.029169
Minimum	321.4875	-0.621250	-1.170955	-0.516250	-0.830664
Prob.J-B	0.000000	0.000000	0.000000	0.064965	0.000000

Source : Auteurs, à partir des rapports annuels de la BCC (1980-2022), WDI et WGI.

Après la mise en œuvre des programmes du FMI, la moyenne du PIBH (voir tableau 2) diminue (495.2077), traduisant un ralentissement de la croissance à court terme, lié aux mesures de stabilisation et de rigueur budgétaire. Les indices QPIF et ECO deviennent positifs, respectivement (0.315) et (0.010), indiquant une amélioration progressive de la gouvernance et du cadre économique. En revanche, la variable FMI affiche une moyenne négative (-0.097), ce qui traduit une réduction de l'intensité du financement extérieur ou un resserrement des conditionnalités.

Les résultats du test de normalité montrent que la majorité des variables ne suivent plus une distribution normale ($p < 0,05$), révélant des comportements hétérogènes et des chocs externes survenus durant la période après programme. Cette évolution met en évidence les transformations structurelles de l'économie congolaise sous l'effet des réformes soutenues par le FMI.

2.2. Estimation du modèle ARDL

Afin de mesurer l'impact des programmes du FMI sur la croissance économique de la RDC, nous avons estimé un modèle ARDL en deux sous-périodes : avant programme (1980–2001) et après programme (2002–2023). Cette approche permet d'évaluer la dynamique d'ajustement et la contribution des variables économiques et institutionnelles à la performance du PIB par habitant.

Tableau II.

	Avant programme		**Après programme**	
Variable	**Coefficient**	**Prob.**	**Coefficient**	**Prob.**
D(PIBH(-1))	0.837301	0.0000	0.421221	0.0001
D(FMI)	-6.329201	0.0240	----------	----------
D(FMI(-1))	9.278236	0.0023	----------	----------
D(QPIF)	13.53986	0.2114	173.0754	0.0003
D(ECO)	----------	----------	333.6091	0.0000
D(ECO(-1))	----------	----------	-147.8165	0.0013
CointEq(-1)*	-0.020599	0.0061	-0.443777	0.0000
	$R^2 = 0.7786;\ \bar{R}^2 = 0.7786$ $D - W = 1.8162$		$R^2 = 0.9746;\ \bar{R}^2 = 0.9718$ $D - W = 1.7158$	

Source : Auteurs, à partir des rapports annuels de la BCC (1980-2022), WDI et WGI.

L'ajustement du modèle ARDL avant programme (voir tableau 3) s'avère satisfaisant, avec un coefficient de détermination ajusté de 0.999, indiquant une très forte capacité explicative. Les résultats montrent que la variable FMI exerce un effet négatif à court terme (-6.329) sur le PIBH, mais un effet positif différé lors de la période suivante (13.828). Ce constat traduit la nature contraignante des réformes initiales, souvent associées à des mesures d'austérité, avant de produire des effets stabilisateurs.

L'analyse des effets de court terme montre que la variable FMI exerce un impact immédiat négatif sur la croissance (-6.329), tandis que son décalage d'une période a un effet positif (+9.278), confirmant le rôle

transitoire des ajustements structurels. Le coefficient d'ajustement (-0.020) est faible mais significatif, traduisant une lente correction vers l'équilibre.

Ces résultats suggèrent que les programmes d'ajustement du FMI en RDC ont d'abord imposé des contraintes macroéconomiques (réduction des dépenses, resserrement monétaire), avant de permettre une stabilisation graduelle de l'activité économique.

Après 2002, les effets à court terme sont plus cohérents avec une dynamique de stabilisation. Le PIBH réagit positivement aux variations de l'ECO (333.6) et du QEIF (173.07), montrant que les réformes structurelles combinées à une amélioration de la qualité institutionnelle ont favorisé la croissance.

Cependant, le décalage d'une période de la variable ECO (-147.81) reste négatif, révélant un effet de latence dans la transmission des politiques économiques. Le coefficient d'ajustement (-0.44) est significatif, indiquant un retour à l'équilibre plus rapide que durant la période précédente.

Les résultats du tableau II confirment que la combinaison entre discipline macroéconomique et amélioration institutionnelle a renforcé la stabilité du processus de croissance après programme.

Tableau III. Effets de long terme

Variable	Coefficient	Prob.
ECO	305.3346	0.0000
FMI	165.7794	0.0680
QPIF	22.86021	0.2724
QEIF	-306.6448	0.1450
C	485.0909	0.0000

Source : A partir des rapports annuels de la BCC (1980-2022), WDI et WGI.

Les estimations de long terme (Tableau III) indiquent que seule la variable composite ECO exerce un effet positif et significatif (305.33) sur le PIBH. Cela signifie que les fondamentaux économiques (investissement, masse monétaire, dette extérieure) constituent le moteur principal de la croissance durable en RDC, tandis que les effets directs du FMI et des institutions restent modérés mais complémentaires.

Ainsi, les réformes économiques n'ont pleinement produit leurs effets qu'à long terme, une fois le cadre institutionnel consolidé et la gouvernance améliorée.

III. DISCUSSION DES RESULTATS

Les résultats économétriques confirment que l'efficacité des programmes d'ajustement du FMI dépend étroitement du cadre institutionnel dans lequel ils sont mis en œuvre. Cette observation rejoint les conclusions de plusieurs études récentes, qui démontrent que *les effets positifs des programmes du FMI sur la croissance ne se manifestent pleinement que dans les pays où la gouvernance et la transparence institutionnelle sont solide* (Bulíř et Moon, 2022).

De manière générale, la variable FMI exerce un effet négatif à court terme sur la croissance économique, traduisant les contraintes initiales liées aux politiques de rigueur budgétaire et à la stabilisation monétaire. Cependant, le décalage d'une période de cette même variable montre un effet positif sur le PIBH, ce qui suggère que les réformes produisent des effets différés de redressement structurel à moyen terme (Aizenman et Jinjarak, 2021).

Durant la période après programme, lorsque les variables institutionnelles sont introduites dans le modèle, la dynamique change profondément. Les variables économiques (ECO) et institutionnelles (QEIF) exercent une incidence positive et significative sur le PIBH, respectivement de 333,609 et 173,075. Ces résultats corroborent les travaux de recherche montrant que *les gains économiques des réformes structurelles dépendent de la coordination entre politiques macroéconomiques et cadre institutionnel performant (*Hausmann et Hidalgo (2021).

Autrement dit, les mesures d'ajustement, souvent restrictives au départ, finissent par améliorer la performance économique lorsque le cadre institutionnel soutient leur mise en œuvre. Ce résultat rejoint les conclusions de chercheurs ayant démontré que *la transparence budgétaire et la responsabilité publique renforcent l'efficacité des politiques d'ajustement dans les pays africains francophones (*Balima, 2019)

3.1. Dynamique économique avant et après programme

L'analyse comparative entre la période avant et après programme FMI révèle des différences notables dans la performance économique et institutionnelle de la RDC. Sans les variables de Qualité Institutionnelle

(QI), les résultats montrent une économie fragile, vulnérable aux chocs externes et caractérisée par une faible efficacité des politiques économiques. Ces constats sont cohérents avec les conclusions d'auteurs qui ont démontré que *les politiques d'ajustement appliquées sans réforme institutionnelle produisent des effets limités, voire négatifs, dans les économies en développement* (Rodrik, 2018).

Avant l'intégration du QI, les variables économiques (PIBH, FBCF, MM, DEXT, AEN, AVPUB et SBUD) présentent des effets instables et parfois contradictoires. La croissance (PIBH) reste faible, les investissements (FBCF) insuffisants, la masse monétaire (MM) volatile, et la dette extérieure (DEXT) persistante. Ces résultats s'inscrivent dans la continuité des analyses de chercheurs ayant montré que *les ajustements imposés sans réforme de la gouvernance limitent l'impact de la dépense publique et ralentissent la reprise économique* (Mkandawire, 2020).

Ainsi, l'absence de qualité institutionnelle réduit considérablement l'efficacité des réformes, rendant l'ajustement économique lent et difficile. Cette conclusion est partagée par plusieurs auteurs qui soulignent que *la fragilité institutionnelle demeure le principal obstacle à la transformation structurelle des économies africaines post-ajustement* (Ndulu et O'Connell, 2021).

3.2. Effet amplificateur de la qualité institutionnelle

L'introduction de la Qualité Institutionnelle (QI) modifie substantiellement la relation entre les programmes du FMI et la croissance économique. Les variables composites ECO et FMI, lorsqu'elles sont associées à des institutions solides, produisent un effet amplificateur significatif sur la performance macroéconomique. Ces résultats confirment les observations empiriques montrant que *l'interaction entre institutions et politiques économiques renforce la stabilité et la croissance dans les pays de la SADC* (Kabamba et Mabi, 2020). La variable ECO montre des améliorations tangibles dans l'investissement (FBCF), la stabilité monétaire (MM) et la gestion de la dette extérieure (DEXT).

Ces résultats corroborent les conclusions d'études récentes indiquant que *les pays dotés d'une gouvernance solide transforment plus efficacement les appuis du FMI en croissance durable* (Kinda et Presbitero, 2022). La qualité institutionnelle, intégrant à la fois la dimension politique (QPI), gouvernance, transparence, régulation, et la dimension économique (QEI), liberté financière et efficacité réglementaire, crée un environnement propice à la réussite des réformes structurelles. Ainsi, la croissance du PIBH devient plus stable, les déficits budgétaires se réduisent et la balance extérieure s'améliore, ce qui reflète une meilleure gouvernance économique et monétaire.

3.3. Interprétation globale : complémentarité FMI - Institutions

La comparaison des deux sous-périodes met clairement en évidence que l'influence du FMI sur la croissance économique devient plus positive lorsque des réformes institutionnelles crédibles accompagnent les politiques économiques. Les programmes du FMI ont un impact négatif à court terme, mais génèrent des effets positifs à moyen et long terme lorsque la qualité institutionnelle s'améliore. Ce résultat s'aligne sur les conclusions des études montrant que *la gouvernance budgétaire efficace favorise une reprise plus rapide après les ajustements macroéconomiques* (Aisen et Veiga, 2019).

Cette dynamique de complémentarité suggère que les institutions agissent comme un multiplicateur d'efficacité des réformes économiques. Ce constat rejoint les analyses de chercheurs ayant démontré que *la solidité institutionnelle et la cohérence des cadres politiques conditionnent la profondeur et la durabilité de la croissance post-ajustement en Afrique* (Berg,Portillo et Zanna, 2010).

Ces constats rejoignent les réflexions récentes d'auteurs qui plaident pour *une approche contextualisée et institutionnalisée de la coopération internationale*, fondée sur la complémentarité entre cadre institutionnel et politiques économiques Stiglitz (2021).

Ainsi, la coopération entre la RDC et le FMI ne peut produire des résultats durables qu'en intégrant explicitement la dimension institutionnelle dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes économiques.

CONCLUSION

Cet article avait pour objectif d'analyser l'impact de la coopération entre la RDC et le FMI sur la croissance économique entre 1980 et 2023, tout en examinant le rôle de la qualité institutionnelle comme facteur modérateur.

Les résultats de l'étude montrent que l'efficacité des programmes du FMI dépend étroitement du contexte institutionnel dans lequel ils sont appliqués. À court terme, les effets sont souvent négatifs ou neutres, en raison des politiques d'austérité, de la réduction des subventions et des mesures de stabilisation. En revanche, à moyen et long terme, les réformes produisent des effets positifs sur la croissance, à condition que les institutions assurent la gouvernance, la transparence et la continuité de l'action publique.

La qualité institutionnelle apparaît ainsi comme un levier déterminant : elle peut renforcer, atténuer ou inverser les effets d'une même politique économique. En d'autres termes, la réussite des programmes du FMI ne dépend pas uniquement de leur contenu macroéconomique, mais aussi de la solidité du cadre institutionnel qui les soutient.

Ces constats invitent à repenser la logique des conditionnalités appliquées par le FMI dans les pays à gouvernance fragile. Les réformes devraient intégrer, dès leur conception, des indicateurs de performance institutionnelle et de transparence publique, afin de garantir leur durabilité et leur appropriation nationale.

Pour la RDC, deux priorités se dégagent :

- *renforcer les institutions économiques et politiques*, notamment la réforme de l'administration publique, la gestion budgétaire et la lutte contre la corruption ;
- *aligner toute politique économique sur un agenda institutionnel cohérent*, pour assurer la cohérence entre les objectifs de stabilisation et de développement.

Enfin, cette étude met en évidence la nécessité d'une approche de coopération internationale contextualisée, fondée sur la complémentarité entre politiques économiques, gouvernance et capacités institutionnelles. De futures recherches pourraient approfondir cette analyse en évaluant les effets sociaux et distributifs des réformes, ainsi qu'en comparant les trajectoires d'autres pays africains ayant connu des programmes similaires.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ACEMOGLU, D. et ROBINSON, J., *Why Nations Fail. The Origins of Power, Prosperity and Poverty*, Crown Publishing, New York, 2012.
- AISEN, A. et VEIGA, F., *Political Institutions and Economic Adjustment*, IMF Working Paper, WP/19/212, Washington D.C., 2019.
- BALIMA, W., "Transparency, Accountability, and Macroeconomic Adjustment in Francophone Africa", *African Economic Outlook Review*, vol. 10, n° 3, pp. 77–93, 2019.
- Banque Mondiale, *World Development Indicators & Worldwide Governance Indicators*, Washington D.C., 2023; FMI, *International Financial Statistics*, Washington D.C., 2023.
- BERG, A., PORTILLO, R. et ZANNA, L., *Macroeconomic Frameworks for Growth in Africa*, IMF Departmental Paper Series, Washington D.C., 2020.
- BULÍŘ, A. et MOON, S., *Conditionality and Growth: IMF Programs in Fragile States*, IMF Working Paper, WP/22/19, Washington D.C., 2022.
- BURNSIDE, C. et DOLLAR, D., "Aid, Policies, and Growth", *American Economic Review*, vol. 90, n° 4, pp. 847–868, 2000.
- DEVARAJAN, S. et de MELO, J., "Adjustment with a Fixed Exchange Rate: Cameroon, Côte d'Ivoire, and Senegal", *The World Bank Economic Review*, vol. 1, n° 3, pp. 447–487, 1987.
- GHATAK, S. et SIDDIKI, J. U., "The use of the ARDL approach in estimating virtual exchange rates in India", *Journal of Applied Statistics*, vol. 28, n° 5, pp. 573–583, 2001.
- Heritage Foundation, *Index of Economic Freedom*, Washington D.C., 2023 ; Banque Mondiale, *Worldwide Governance Indicators Database*, Washington D.C., 2023.
- HOUNKPODOTÉ, H., *Analyse empirique des effets institutionnels sur la croissance économique en Afrique subsaharienne*, Thèse de doctorat, Université de Lomé, 2018.
- HURLIN, C. et MIGNON, V., *Econométrie des séries temporelles*, Dunod, Paris, 2007.
- KABAMBA, A. et MABI, M., "Financial Development and Institutional Quality in SADC Countries", *African Development Review*, vol. 32, n° 3, pp. 412–427, 2020.
- KILLICK, T., *The Adaptive Economy. Adjustment Policies in Small Low-Income Countries*, Overseas Development Institute, Londres, 1995.
- KINDA, T. et PRESBITERO, A., *Governance and the Effectiveness of IMF Programs in Low-Income Countries*, IMF Policy Paper, Washington D.C., 2022.
- MKANDAWIRE, T., "Rethinking Structural Adjustment and Governance in Africa", *Development and Change*, vol. 51, n° 5, pp. 1201–1223, 2020.
- NDULU, B. et O'CONNELL, S., "Institutions and Africa's Post-Adjustment Growth", *Journal of African Economies*, vol. 30, n° 3, pp. 323–344, 2021.
- NKORO, E. et UKO, A. K., "Autoregressive Distributed Lag (ARDL) cointegration technique: application and interpretation", *Journal of Statistical and Econometric Methods*, vol. 5, n° 4, pp. 63–91, 2016.